Zeitschrift: Revue économique franco-suisse
Herausgeber: Chambre de commerce suisse en France
Band: 71 (1991)
Heft: 2: 700 ans, et après?

Artikel: Quel futur pour l'économie suisse?
Autor: Lambelet, Jean-Christian
DOI: https://doi.org/10.5169/seals-887012

Nutzungsbedingungen
Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use
The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 08.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Quel futur pour l'économie suisse ?

Jean-Christian Lambelet, Professeur à l'Université de Lausanne et à l'Institut Universitaire de Hautes Etudes Internationales, Genève

***"La prévision est difficile, surtout si elle porte sur l'avenir"* - la plaisanterie est sans doute facile, mais elle contient un grain de vérité. L'évolution de la société en général, et de l'économie en particulier, dépend essentiellement de deux types de facteurs : d'une part, les influences systématiques, les régularités de comportement, les *"lois"* plus ou moins précises qui gouvernent les activités humaines ; d'autre part, le hasard, les perturbations, "les dieux".**

Or l'analyse statistique montre qu'au fur et à mesure qu'on s'éloigne du moment présent la part du hasard tend à augmenter jusqu'à devenir tout à fait dominante[1]. Cela signifie que s'il est relativement aisé de prévoir quel sera l'état de l'économie la semaine prochaine ou même le mois prochain, la marge d'incertitude est considérablement plus grande à l'échelle de l'année et elle le devient beaucoup plus encore lorsqu'on raisonne sur un horizon de dix, vingt ou trente ans. Qui, par exemple, aurait pu se douter, il y a peu d'années, que le mouvement vers une certaine unité européenne allait prendre l'importance qu'il a prise aujourd'hui ?

Mais il n'y a pas que le rôle croissant du hasard à mesure qu'on considère un avenir plus éloigné. En effet, les économistes n'ont qu'une connaissance assez imparfaite de la partie systématique du fonctionnement des économies. Ou, si on préfère, il n'y a pas de *"modèle"* généralement accepté qui permettrait de pronostiquer l'évolution des grandes variables économiques en l'absence de toute perturbation, les divers modèles existants donnant souvent des résultats fort divergents.

Il reste que s'interroger sur l'avenir est non seulement légitime, mais nécessaire. Qui n'y réfléchit pas s'expose au risque de ne pas pouvoir prendre en temps voulu les décisions et mesures qui, demain, feront la différence. Reconnaître l'importance de l'aléatoire et l'imperfection de nos connaissances ne doit donc pas mener à une sorte de nihilisme désabusé, mais doit inciter à la prudence et à la modestie. En particulier, on doit être conscient que toute prévision comprend nécessairement une bonne dose de subjectivité et qu'il s'agit d'un exercice du type *"soft"*.

Cela étant, on procédera comme suit. Premièrement, on brossera, à très grands traits, un tableau des atouts probables de l'économie suisse face à son avenir. Puis, dans une deuxième étape, on cherchera à identifier, de manière non moins compacte, les boulets ou handicaps qui, à notre avis, hypothèquent cet avenir. Enfin, on identifiera un certain nombre d'incertitudes, c'est-à-dire de facteurs qui pourraient se révéler positifs ou négatifs. Quant à une synthèse finale, elle sera largement laissée à l'imagination et à l'intuition de la lectrice ou du lecteur : pondérer les atouts et les handicaps tout en tenant compte des facteurs douteux est une entreprise trop vaste pour qu'on s'y risque ici, étant donné qu'une telle pondération demanderait à être justifiée[2].

Les atouts[3]

Au premier rang des atouts de l'économie suisse face à son avenir, nous mettrons le fait que le *"tissu microéconomique"* de la Suisse est - et en probabilité restera - fondamentalement sain : esprit d'initiative et d'entreprise ; goût du travail et du travail bien fait; un certain sens de l'intérêt commun ; un penchant général pour les solutions coopératives, en particulier sur le marché du travail[4] ; une certaine solidité terrienne, le sens de la mesure et de la pondération, ainsi qu'une méfiance certaine à l'égard des "grandes" idées et théories, mais sans qu'il s'ensuive nécessairement une absence d'imagination et de créativité - tout cela est, croyons-nous, très largement valable aujourd'hui et le restera sans doute demain.

Il en va de même pour ce que les économistes appellent, dans leur jargon, le *"capital humain"*, c'est-à-dire le niveau de formation de la population en général et de la main-d'œuvre en particulier. En comparaison internationale, le *"taux de scolarisation universitaire"* est étonnamment faible en Suisse[5], mais rares sont celles et ceux dont

---

[1] *En termes plus techniques, les marges d'erreur qui caractérisent nécessairement toute prévision croissent de manière accélérée au fur et à mesure qu'on s'écarte du centre de gravité de l'échantillon sur lequel on se fonde pour calculer cette prévision. Or, dans un organisme de croissance, les variables qu'il s'agit de prévoir s'éloigneront en général toujours plus de ce centre de gravité.*

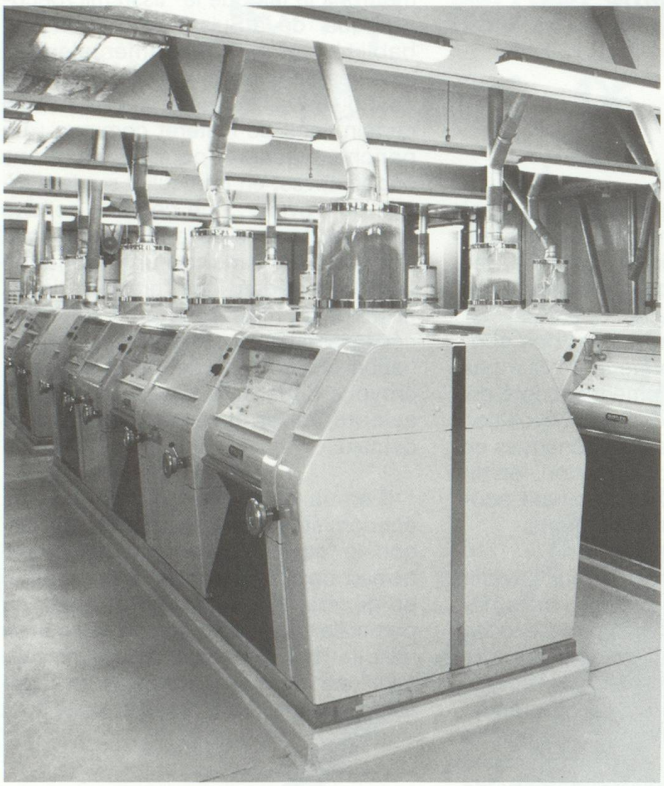
[2] *Ces éléments d'un protrait de l'économie suisse sont tirés d'un ouvrage à paraître cet automne ou cet hiver chez* Economica *(Paris) sous le titre :* "L'Economie suisse - Un essai interprétatif".

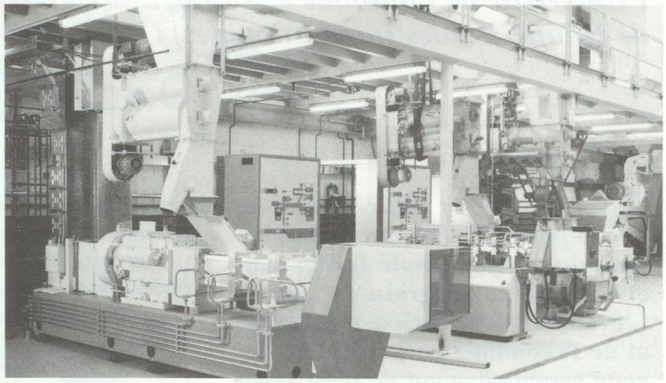
[3] *On ne s'attardera pas sur certains atouts "naturels" comme la situation centrale de la Suisse en Europe et sa diversité topographique (encore que cette dernière entraîne aussi des handicaps). De même, on ne ressassera pas le thème bien connu de* "la Suisse, pays prospère bien que dépourvu de toutes matières premières" *: tout d'abord, cela n'est pas entièrement vrai (énergie hydraulique, paysages touristiques) ; mais surtout cela n'a pas grande importance dans la mesure où la Suisse est, a toujours été et, en toute probabilité, restera fortement intégrée à l'économie mondiale.*

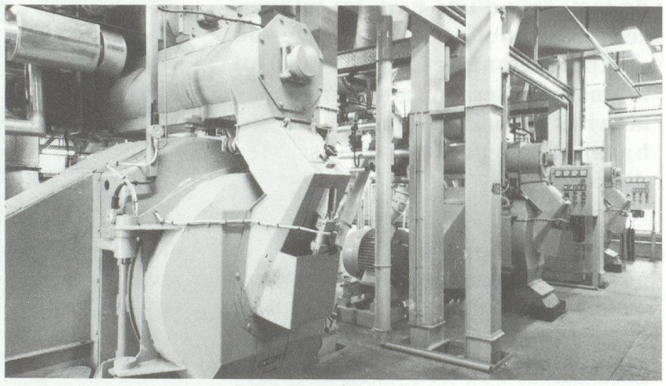
[4] *Grèves, lock-outs et conflits du travail sont très peu fréquents en Suisse et on peut dire que, dans l'ensemble, les relations employeurs-employés y sont bonnes.*

[5] *C'est un des plus bas en Europe.*

Machines – installations – assistance technique – formation du personnel – pour les industries de transformation et de fabrication







Buhler est un groupe international de construction de machines et d'installations pour les secteurs suivants:

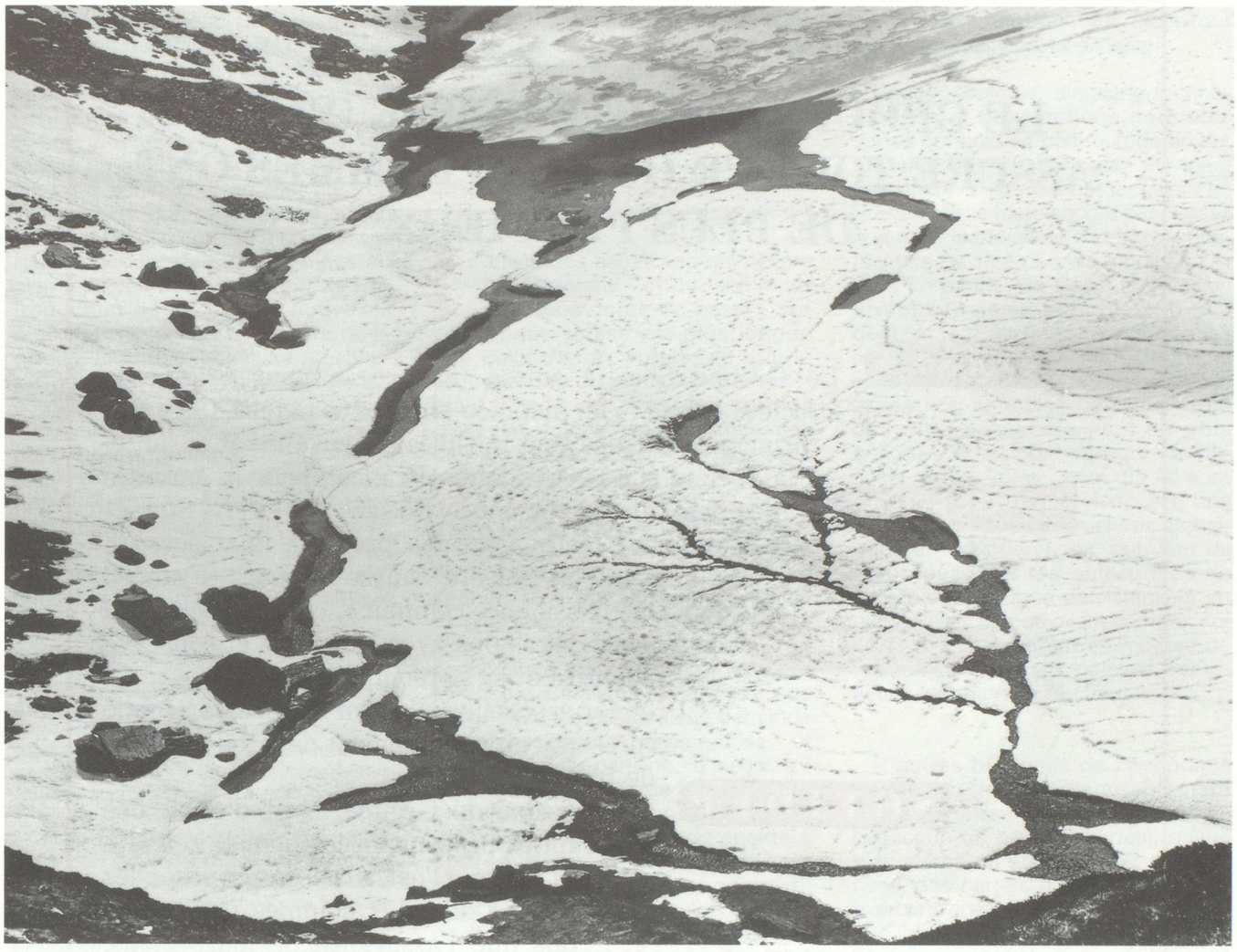
- ❑ Meunerie pour céréales, riz et avoine
- ❑ Aliments pour animaux
- ❑ Pâtes alimentaires
- ❑ Traitement du café et du cacao, fabrication de chocolat
- ❑ Produits alimentaires spéciaux, couscous, huiles de table, malterie/brasserie
- ❑ Technique de manutention, méthodes et génie chimique, installations de production de caoutchouc
- ❑ Encres d'imprimerie, peinture et enduits
- ❑ Installations de coulée sous pression avec fonderie propre
- ❑ Technique de l'environnement
- ❑ Automatismes et électronique industrielle

Buhler S.à.r.l.
Tour Aurore, Cedex no5
92080 Paris/Défense 2
Tél.: 47 786 081, Fax: 47 736 842
Télex: 620 833

100 ANS BUHLER FRANCE

BUHLER

Buhler - Le futur à votre portée



...«Un chose frappe à l'heure actuelle, c'est l'importance croissante prise par tout ce qui touche à l'équité, et symétriquement le poids de plus en plus faible qu'on accorde à l'idée et aux exigences de l'efficacité économique»...
Photo : Alain Ceccaroli, Robiei, Tessin, 1989. © Musée de l'Elysée, Lausanne.

la formation se réduit à la seule scolarité obligatoire. A cet égard, on ne soulignera jamais assez l'importance d'un système d'apprentissage efficace, car alliant les formations pratiques et théoriques, ainsi que le rôle d'écoles techniques d'un bon niveau. Pour ce qui est de la faible fréquentation des universités et hautes écoles, on peut y voir plutôt un avantage, en cela qu'elle évite au pays le problème d'une masse d'universitaires plus ou moins bien formés, dans des domaines souvent peu utiles pour l'économie, mais dont les attentes sont grandes et qui entendent être "casés" dans des fonctions dignes de leurs diplômes.

L'économique ne peut être séparé du politique, en Suisse comme ailleurs, et c'est sur le plan politique que se situe un autre atout. A première vue, on pourrait penser qu'avec leur superposition de pouvoirs fédéraux, cantonaux et locaux, les structures politiques décentralisées de la Suisse sont lourdes et coûteuses. Dans certains cas, cela se vérifie bien, mais de manière générale il s'ensuit indubitablement une moindre distance entre le "pays réel" (dont l'économie) et le "pays légal", si on nous pardonne cet emprunt innocent au vocabulaire maurrasien, ce qui ne va pas sans de grands avantages économiques.

Dans le même ordre d'idées, on peut penser qu'en Suisse Etat[6] et secteur public sont et resteront sans doute relativement efficaces et point trop lourds. En règle générale, on peut compter - et on pourra sans doute continuer de compter - que les administrations helvétiques font bien leur travail, dans des délais relativement courts et à des coûts point trop élevés, même s'il y a des zones d'ombre préoccupantes (dont les PTT dans certaines de leurs activités et, de façon générale, les télécommunications).

Il y a deux ou trois ans, on aurait ajouté à cet inventaire positif la politique monétaire poursuivie par la Banque nationale suisse (BNS) depuis 1973[7], une politique axée avant tout sur la stabilité des prix et grâce à laquelle la

[6] *Au sens général, c'est-à-dire l'ensemble Confédération-Cantons-Communes.*

[7] *C'est-à-dire depuis que le passage aux changes flottants a permis la poursuite d'une politique monétaire largement autonome, sinon entièrement indépendante.*

LE GROUPE SOCIETE SUISSE (France) ASSURE TOUT CE QUE LES HOMMES ONT DE PLUS PRÉCIEUX.

Société suisse

Le Groupe Société suisse (France) a pour origine la Société suisse (Vie) installée en France depuis 1898. Ses principales filiales sont : pour la prévoyance et la santé, la Société suisse Accidents (France), pour la garantie des biens et des personnes, Sociafrance et «La Suisse» Assurances, enfin pour les produits financiers, la Sofidep et la Société suisse-Banque (France). Sous une présidence commune, chaque société du groupe se développe avec harmonie et conserve son identité et sa personnalité.

Société suisse accidents (France)

Société suisse - Banque (France)

Premier assureur suisse en France, le groupe représente un encaissement de 3,150 milliards de francs à fin 1990.

SOFIDEP

La mission du Groupe, c'est d'offrir des garanties personnalisées pour la retraite et la santé. C'est aussi de proposer les services dont les hommes ont besoin tels que l'assurance de leurs biens, de leur responsabilité et des produits financiers performants. Fort des qualités de ses 1000 collaborateurs, le Groupe Société suisse (France) affiche une volonté de développement au service de ses assurés.

«La Suisse» Assurances

SOCIAFRANCE

Groupe Société suisse (France)

GROUPE SOCIÉTÉ SUISSE (France)

LES ASSURANCES DE VOTRE TRANQUILLITÉ

41, rue de Châteaudun - 75304 PARIS CEDEX 09 - Tél. 40.82.38.00 - Minitel 3614 Suisvie.

Suisse a pu bénéficier, jusque vers 1988, d'un des taux d'inflation les plus faibles dans le monde industrialisé. Il en va autrement à l'heure actuelle puisque non seulement l'Allemagne, mais la France connaissent depuis quelque temps un moindre renchérissement. On peut penser ou, en tout cas, on veut espérer que ce dérapage est un accident de parcours dû à un malheureux concours de circonstances au plan institutionnel ; en raison de l'introduction du SIC[8] et de nouvelles prescriptions légales en matière de liquidité, la masse monétaire a échappé pendant un certain temps au contrôle de la BNS. Depuis l'automne 1988, l'Institut d'émission poursuit cependant une politique de grande rigueur - à témoin le niveau actuel, inhabituellement élevé, des taux d'intérêt helvétiques et leur profil inversé ou relativement plat. Divers facteurs accidentels, dont tout particulièrement la Crise du Golfe, ont fait que l'inflation a tardé à réagir dans le sens voulu, mais on ne peut douter qu'elle finira par céder et que la Suisse redeviendra le pays à faible inflation qu'elle a été traditionnellement[9].

Boulets et handicaps

La liste des handicaps qui pèsent actuellement - et qui continueront sans doute de peser - sur l'économie suisse est plus longue que celle de ses atouts, ce qui ne veut pas dire qu'elle soit nécessairement plus lourde. Pour des raisons d'espace, nous allons mentionner ces boulets et handicaps en vrac, sans trop les expliciter.

Une chose frappe à l'heure actuelle en Suisse, c'est l'importance croissante prise par tout ce qui touche à l'équité, et symétriquement le poids de plus en plus faible qu'on accorde à l'idée et aux exigences de l'efficacité économique. Les Suisses se rendent-ils encore suffisamment compte que la performance économique demande qu'on accepte une certaine dose - et même une dose certaine - d'inégalité ? Autre trait frappant : de tous les peuples, les Suisses sont peut-être celui qui accorde la plus grande priorité à son environnement. En soi, cela n'est pas un mal, tout au contraire, mais il ne faudrait pas qu'on en vienne à une sorte de fondamentalisme écologique hostile à tout ce qui est économique.

Quant à l'Etat, il reste certes performant en Suisse, mais il s'y manifeste aussi, particulièrement au niveau du Conseil fédéral, un penchant de plus en plus marqué pour un certain dirigisme technocratique. Où est le temps où le gouvernement fédéral était une sorte de conseil d'administration national dont l'ambition se limitait à gérer le pays, sagement et de manière minimale ? Tout problème ne demande pas nécessairement une solution politico-administrative difficilement réversible par la suite.

On le voit clairement dans le cas de l'immobilier en général et du logement en particulier : pour pallier les problèmes qui s'y manifestent (pénurie, marché segmenté, flambée des prix), on prend des mesures politiques à la hâte et sans trop y réfléchir[10], lesquelles ne font le plus souvent qu'aggraver le mal, d'où de nouvelles mesures tout aussi bien intentionnées, mais tout aussi néfastes, et ainsi de suite[11].

Equité, écologie, dirigisme technocratique et interventions de toutes sortes ont cela en commun de coûter fort cher. Il n'est donc pas étonnant de constater que la charge fiscale en Suisse, si elle reste encore plus basse que dans la moyenne des pays industrialisés, devient de plus en plus lourde[12]. En partie, elle sert à financer un protectionnisme agricole extrême dont le coût est aussi élevé que les justifications traditionnelles de moins en moins crédibles[13]. Pour l'économie privée non agricole, il s'agit en tout cas d'un boulet de plus en plus pesant, cette économie qui souffre aussi de quelques maux qui lui sont propres. Ainsi, la survivance d'une multitude de petites structures archaïques et fort onéreuses, qui vont de nombreuse petites entreprises de construction (qui ne persisteraient jamais si elles ne pouvaient compter sur un favoritisme certain en matière de travaux publics), aux notaires, ramoneurs, installateurs électriques, etc.

D'autres branches de l'économie privée souffrent indiscutablement d'une cartellisation néfaste (édition, beaucoup de biens importés), quand bien même on peut montrer qu'il y a aussi des cartels qui, par solde net, exercent une influence plutôt bénéfique (ainsi dans l'industrie du ciment). Et que penser du fameux "verrou suisse", c'est-à-dire de cet ensemble de règles privées et de dispositions légales, ressortissant au droit suisse des sociétés, qui ont pour effet premier de protéger conseils d'administration et managers en place, quelque médiocre puisse être leur performance ? N'est-il pourtant pas évident que, dans une vraie économie de marché, il doit aussi y avoir un marché pour les entreprises elles-mêmes ?

La Suisse a la réputation d'être un pays riche. Cela est de moins en moins vrai car on peut montrer que l'écart des niveaux de vie réels entre la Suisse et la plupart des autres pays industrialisés tend à se combler assez rapidement. Mais la réputation reste et la Suisse pourrait bien quelquefois en être victime : ne trouve-t-on pas tout naturel, par exemple, de laisser aux Helvètes le soin de financer d'éventuelles lignes de TGV se situant sur territoire français[14] ?

---

[8] *"Swiss Interbank Clearing System", c'est-à-dire d'un système direct de compensation entre les banques, lesquelles dépendaient auparavant pour cela de la Banque nationale, ce qui les incitait à détenir d'importantes liquidités auprès de l'Institut d'émission.*

[9] *Cela ne veut pas dire que tout est au mieux sur le plan monétaire et que tout le restera. Ainsi, qu'adviendra-t-il de l'autonomie de la politique monétaire helvétique si le reste de l'Europe devait réellement connaître une unification monétaire poussée ? Ou encore, que se passera-t-il avec le franc suisse si le mark allemand devait se mettre à se renforcer ou à s'affaiblir (les avis diffèrent), suite à l'unification allemande ? Ces questions et d'autres encore mériteraient bien sûr de plus amples développements.*

[10] *Comme dans le cas des* "arrêtés fédéraux urgents" *(AFU) de 1989.*

[11] *A ce sujet, voir : J.-Ch. Lambelet et Ch. Zimmermann,* Droit au logement ou économie de marché ? Une analyse de l'immobilier en Suisse, *Payot, 1991, 222 p.*

[12] *A quoi on ajoutera que la fiscalité suisse est en outre fort "mal fichue" : les impôts directs helvétiques sont beaucoup trop lourds et les impôts indirects beaucoup trop légers.*

[13] *Ces justifications traditionnelles ont nom : sécurité alimentaire, préservation des paysans et des paysages.*

[14] *Etant entendu que la France a peut-être aussi avantage à bénéficier de bonnes liaisons avec la Suisse, c'est-à-dire avec un pays qui lui assure un très important excédent commercial.*

Les incertitudes

Nous en retiendrons deux. Premièrement, il y a bien sûr tout ce qui touche à l'Europe, à son unification éventuelle et à la place que la Suisse pourra y occuper. A cet égard, le risque principal et immédiat n'est probablement pas d'ordre économique - une Suisse qui resterait à l'écart arriverait sans doute à trouver un modus vivendi acceptable avec la CE au plan des échanges économiques et rien ne s'oppose, du moins en principe, à ce qu'elle reste pleinement concurrentielle si elle arrive à fournir, par elle-même, les efforts d'adaptation requis -. Le risque est bien plutôt d'ordre politique, dans la mesure où il n'est pas du tout acquis que l'équilibre et les structures internes du pays, fruits d'une longue et souvent douloureuse expérience nationale, puissent s'accomoder d'un éventuel alignement sur l'Europe communautaire. Or, comme on a vu, la stabilité politique de la Suisse n'est pas un de ses moindres atouts économiques.

Deuxièmement, on pourrait se demander - mais le sujet est très délicat - si la Suisse ne risque pas, dans un avenir plus ou moins proche, non seulement une perte d'identité et de cohésion sociales, mais aussi une perte d'efficacité économique suite à des mouvements migratoires mal maîtrisés[15]. A cet égard, il n y a pas que l'afflux des requérants d'asile, dont la grande majorité est faite de réfugiés économiques, ou le nombre incertain, mais significatif et croissant, de travailleurs *"au noir"* ; il y a aussi, et peut-être surtout, les conséquences de la politique suisse en matière d'immigration légale et normale. C'est ainsi que le statut des travailleurs saisonniers a pour justification principale, mais non avouée, de fournir une subvention en nature à certaines branches économiques d'importance variable, mais de grand poids politique (construction, hôtellerie au sens large, agriculture). Or, au bout de cinq ans, les travailleurs saisonniers peuvent demander et obtenir un statut de résident, ce que beaucoup font. Par conséquent, à l'heure où l'économie manque cruellement de main-d'œuvre hautement qualifiée, c'est au niveau des travailleurs peu qualifiés que la population active s'accroît le plus.

Cependant, ces facteurs démographiques et migratoires ont aussi un potentiel positif (et c'est pour cela que nous le rangeons dans la catégorie des incertitudes). Ainsi, on pourrait soutenir qu'un afflux de travailleurs étrangers relativement peu qualifiés permet aussi d'assurer, dans l'économie et la société, diverses fonctions qui, pour n'être pas des plus prestigieuses, n'en améliorent pas moins la qualité générale de la vie. Sans ces travailleurs, le vignoble suisse ne serait aujourd'hui plus exploité, la plupart des restaurants et cafés seraient du type self-service, les lieux publics seraient moins propres etc. En outre, dans la mesure où les immigrants s'assimilent bien et pas trop lentement (au plus tard lors de la deuxième génération), ils peuvent représenter une source de renouvellement culturel et social.

En guise de conclusion

De ces ombres, de ces lumières et de ces incertitudes, lesquelles se révéleront déterminantes pour l'avenir de l'économie suisse[16]? Comme on l'a dit au début de cet article, il est difficile de pondérer, de manière tant soit peu objective et scientifiquement fondée, un ensemble aussi hétérogène d'atouts et de handicaps. Quant à nous, s'il fallait absolument choisir, c'est sans doute au facteur humain, mentionné en début de texte, que nous accorderions la préséance. Tant que la Suisse continuera à pouvoir compter sur une population industrieuse, bien formée et *"avec les pieds sur terre"*, elle aura de bonnes chances, croyons-nous, de pouvoir surmonter les épreuves, défis et surprises que l'avenir ne manquera pas de lui réserver, comme elle a su relever ceux du passé. Mais ce n'est évidemment là rien de plus qu'une intuition. ■

Nota : La Rédaction de la Revue tient à remercier très vivement le Professeur Jean-Christian Lambelet d'avoir bien voulu réserver à ses lecteurs la primeur des idées qu'il défend dans son dernier ouvrage à paraître cet automne. L'article publié ci-dessus est en effet un condensé de l'un de ses chapitres.

[15] Encore que sa capacité d'assimilation se soit révélée, jusqu'ici étonnamment bonne pour un aussi petit pays et un pays aussi hétérogène (rappelons qu'en Suisse presque un résident sur cinq est étranger).

[16] Etant entendu qu'il est parfaitement possible que, dans dix, vingt ou trente ans, on trouvera que ce sont d'autres facteurs, non discutés dans cet article, qui en fin de compte auront été décisifs.

BUREAU GENEVOIS D'ADRESSES ET DE PUBLICITÉ

BGA

Rue de Veyrot 3
Case postale 369
1217 Meyrin 1
Tél. 022.782.55.66
Télécopieur 022.783.04.15

PUBLICITÉ DIRECTE NON ADRESSÉE

- Distribution d'imprimés et d'échantillons à tous les ménages et villas de Suisse

PUBLICITÉ DIRECTE ADRESSÉE

- Adresses privées et professionnelles
- Nombreux critères de sélection
- Création, gestion et exploitation de fichiers par ordinateur, télétraitement, gestion d'abonnement, statistiques
- Traitement de textes
- Impression *lazer* de lettres et d'adresses
- Tous travaux de conditionnement en machines ou manuels, expéditions d'imprimés, échantillons, livres, colis
- Vidéotex